

# MIGRANT-E-S : ÉGALITÉ, SOLIDARITÉ

En cette journée internationale des migrant-e-s, le CREAL76 les assure de sa pleine solidarité car « *Égaux, Égales, personne n'est illégal* » dans notre commune humanité. La Fédération internationale pour les droits humains indique qu'ils/elles représentent 3,2 % de la population mondiale. **Les migrations se font essentiellement d'un pays du sud vers un autre pays du sud, ce qui rend encore plus indignes toutes les barrières souvent meurtrières mises en place par les riches pays du nord en Méditerranée ou dans les zones où ils sous-traitent leur politique migratoire à des états peu soucieux des droits humains.**

Le tri, la sélection des migrant-e-s sont aussi un déni d'égalité et de droits, qu'ils se fassent au nom des besoins du patronat ou de quotas marchandés entre pays, voire de préférences ethniques ou religieuses.

Les causes des migrations sont multiples : la pauvreté, le climat, les discriminations politiques, ethniques, religieuses.

Les persécutions, les exactions, les crimes que subissent des populations ou des minorités en raison de leur religion (parfois supposée) sont peu dénoncés et même passés sous silence. Et pourtant, l'actualité des dernières années en fournit de tragiques exemples :

- les Rohingas (minorité essentiellement musulmane) du Myanmar - ex Birmanie – sont pourchassés par l'armée et trouvent un refuge précaire au Bangladesh ;
- une part importante des personnes déplacées ou ayant migré de Syrie, ont fui les conflits entre sunnites et chiites et les exactions des djihadistes de DAESH surtout vers les pays limitrophes ;

- les Ouïghours sont persécutés par la Chine et déplacés vers des camps d'internement ;
- les yézidis, coptes, syriaques sont ostracisés, menacés ;
- le dirigeant indien Narendra Modi et son parti nationaliste Hindou, utilisent la religion comme carburant contre les musulmans en Inde et dans le conflit Inde-Pakistan donnant lieu à des déplacements de population ...
- depuis 1948, des centaines de milliers de Palestiniens spoliés de leurs terres vivent dans des camps tandis que d'autres sont expulsés pour faire place à des colonies dont certaines relèvent de l'extrémisme religieux
- le poids des évangéliques favorise les pouvoirs politiques qui prennent des mesures contre les migrant.e.s venant du Sud aux USA ou contre les populations amazoniennes au Brésil

## Des ponts pas des murs

Le 9 décembre, en Iran, un éminent Mollah prononce une fatwa sur la première chaîne de télévision contre les manifestant-e-s préconisant - entre autres châtiments - l'expulsion du pays : « *Il s'agit de les expulser en s'assurant qu'ils vont à une mort certaine* ». Trop nombreux encore sont ces exemples au moment où montent dans les manifestations en Iran, Iraq, Liban, Algérie des revendications de séparation du religieux et du politique, contre le confessionnalisme. « *Une Algérie laïque est la garantie face à la haine de l'autre* », écrit l'essayiste Tarik Djerroud.

Les conflits religieux, les fanatismes sont souvent instrumentalisés et servent aussi des intérêts économique, politiques, des conflits ethniques, nationalistes...

La séparation du politique et du religieux, la laïcité sont des facteurs de paix civile et d'unité d'une population au-delà de ses appartenances et croyances particulières réelles ou supposées. C'est aussi un facteur de démocratie au sens premier du terme.



Réfugié.e.s, migrant.e.s, sans-papiers :  
sélection ou droits pour toutes et tous ?

Combat Laïque 76 n°58 – octobre 2015  
à retrouver sur <http://www.creal76.fr/>

Il faut priver les fanatiques religieux, les organisations et régimes plus ou moins théocratiques, promoteurs de haine, de discriminations, d'exactions de leur carburant dogmatique contre des minorités ou des populations.

**Exigence d'égalité et de liberté, la laïcité en est l'outil indispensable.**

L'invisibilisation du monde ouvrier a conduit en 2012 le laboratoire d'idées (Think tank) *Terra nova* à plaider pour « *la diversité, composante la plus dynamique, tant électoralement que démographiquement, de la gauche.* » Accélération cette invisibilité, pour un gain électoral hypothétique, cette option à courte vue a accompagné et renforcé **l'abandon à gauche de principes universalistes et unificateurs chers aux laïques liant leur combat à l'émancipation individuelle et sociale.**



Nedjib Sidi Moussa, dans son ouvrage *La fabrique du Musulman*, constate avec regret que **la lutte des « races » a remplacé la lutte des classes.** Cela produit dans les combats jusqu'alors communs - antiracistes, laïques et féministes - un morcellement par soustractions ou oppositions de situations ou identités particulières valorisées au détriment de la convergence et de l'unité.

Kimberlé Crenshaw, qui a développé le concept d'**intersectionnalité** semble ne pas avoir été comprise : cette description d'oppressions croisées n'impliquait pas de les hiérarchiser ou de les opposer.

Karima Bennoune, prix international de la laïcité 2019, affirme qu'« **il faut défendre l'égalité et la dignité pour tout le monde, sans exception, plutôt que des droits particuliers selon les communautés. Il n'y a qu'une catégorie de personnes, celle de l'humanité.** »

Le recul des aspirations universalistes connaît un virage sidérant ces derniers mois. C'est le produit de l'infusion de thèmes « décoloniaux », de l'utilisation d'un vocabulaire ambigu comme « islamophobie », « blanchité », « racisé » par des acteurs communautaristes ou religieux fondamentalistes, pourtant assez minoritaires. Mais ils sont relayés inconsidérément par une partie de la gauche politique, syndicale et associative. Un des objectifs est de tenter de faire reconnaître que « l'islamophobie est un racisme ». Cela déplacerait ainsi le combat contre les discriminations subies par des personnes ou un groupe de personnes vers une interdiction de critiquer une croyance ainsi sacralisée et à laquelle on assigne une population. Cela permet aussi d'exiger de cette population une loyauté envers ses origines, sa religion supposée plutôt version fondamentaliste... et gare aux traitres.

**C'est aux associations et organisations défendant les droits humains universels et combattant toute forme de racisme qu'il devrait revenir d'appeler et d'être en tête des ripostes nécessaires indépendamment des influences religieuses ou communautaires.**

À l'ONU, note Karima Bennoune, rapporteure spéciale, les intégristes de toute confession travaillent « *en coalition* » surtout contre les droits des femmes, ou des personnes LGBT, au nom de « *valeurs traditionnelles* ». Les religieux savent utiliser la liberté d'expression pour la promotion de leurs dogmes. L'anthropologue Jeanne Favret-Saada a remarqué : « **On a pu avoir des gens qui avaient toujours vomi la Déclaration des droits de l'homme en réclamer les bénéfiques - notamment celui de l'égalité - pour que soient « reconnues les 'sensibilités religieuses blessées'** », faute de pouvoir comme autrefois crier au blasphème.

**Ne confondons pas la nécessité de l'action intransigeante** contre le racisme subi par une population exploitée, discriminée, parfois victime d'actes racistes ou d'attentats, avec la défense de dogmes auxquels elle est supposée croire.

Marieme Helie-Lucas, sociologue algérienne, nous dit que nous devons **à la fois combattre l'extrême droite politique et l'extrême droite religieuse, par ailleurs toutes deux ultralibérales.**

**Refusons d'être pris en tenaille entre ces deux pôles qui s'alimentent l'un l'autre !**

**Soutenons les manifestant-e-s, les jeunes, les femmes qui, de l'Irak à l'Iran, de l'Algérie au Liban, engagent un combat social, s'opposent à l'emprise religieuse et aux régimes confessionnels !**

**Nos revendications émancipatrices, laïques et sociales ne sont pas relatives à la géographie locale mais communes à l'humanité. □**